

ONG de Gaza à l'occasion de la journée Nakba

27.05.2015

Categories: Autres campagnes

Prise de position des ONG de Gaza

A l'occasion de la journée de commémoration de la Nakba, la société civile palestinienne de Gaza assiégée dénonce l'incapacité collective à contraindre Israël à rendre compte des massacres commis.

Alors que les Palestiniens commémorent la Nakba – la catastrophe de 1948 lors de laquelle plus de 700 000 Palestiniens indigènes furent victimes d'épuration ethnique et chassés de leurs foyers par les milices sionistes puis par l'Etat d'Israël – la vie dans la bande de Gaza, occupée et assiégée, a atteint un stade des plus critiques, comme l'ONU en avait averti.

Près de deux millions de Palestiniens et Palestiniennes sont gardés prisonniers par Israël dans un espace minuscule et condamnés à une vie misérable où même l'eau, la source de la vie, ne répond pas aux exigences minimum d'une consommation humaine. La fourniture de services de base en matière de santé et d'éducation se rapetisse et un cri d'alarme doit être lancé. Il s'agit là d'un “tsunami made in Israel” auquel il ne pourra être mis un terme que si suffisamment de personnes de conscience autour du monde parviennent à contraindre Israël à assumer ses responsabilités et à faire pression sur leurs institutions et gouvernements pour qu'ils fassent de même. Israël doit payer le prix fort pour sa conduite criminelle.

S'il y a un moment particulièrement approprié pour isoler un régime voyou afin de l'empêcher de commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, c'est bien celui-ci. Nous, les organisations soussignées de la société civile palestinienne de Gaza, lançons un appel pour que des mesures urgentes et efficaces soient prises, y compris par les boycotts, les désinvestissements et des sanctions significatives, contre l'impunité dont jouissent Israël et les entreprises qui se sont rendues complices avec elle de sérieuses violations du droit international, afin d'épargner à des centaines de milliers de civils palestiniens de Gaza la perspective d'indicibles souffrances et une mort lente.

Les massacres commis par Israël à Gaza au cours de l'été 2014 ont tué plus de 2300 membres de notre peuple et endommagé ou détruit nos écoles, nos hôpitaux, les refuges de l'ONU et des milliers de nos maisons. Huit mois après, Gaza demeure en état de ruine tandis qu'au moins 100 000 personnes restent sans abri. Des 12 600 maisons qui furent entièrement détruites, aucune n'a encore été reconstruite. Pour les Palestiniens, partout et en particulier à Gaza, la Nakba de 1948 continue.

Malgré le prétendu cessez-le-feu, les attaques mortelles d'Israël contre les Palestiniens à Gaza continuent sans interruption, tout spécialement contre les pêcheurs dans les zones de pêche d'accès réduit (access restricted areas, ARA, en anglais) le long de la frontière avec Israël et au large de la côte de Gaza. Les ARA furent parmi les cibles les plus touchées durant le massacre et elles continuent à souffrir de violations

du droit international et des droits humains des Palestiniens de la part d'Israël.

Ces graves souffrances humaines ont pour origine l'occupation et huit années de siège illégal ininterrompues par Israël qui réduisent fortement la liberté de mouvement des gens et l'acheminement des biens et de matériaux pour la reconstruction. Les services de santé et d'éducation ont également été sévèrement affectés. Le point de passage de Rafah entre Gaza et l'Égypte n'a jusqu'ici été ouvert qu'une poignée de jours cette année. En moyenne hebdomadaire, seules 198 personnes ont pu quitter Gaza par Rafah au cours de 2014, alors qu'elles étaient 955 en 2013. En février 2015, seuls 955 camions (transportant quelque 105 307 tonnes), sur les 800 000 véhicules attendus pour amener le matériel nécessaire pour la reconstruction des maisons et autres édifices détruits, ont été autorisés à entrer dans Gaza. Les manquements des donateurs internationaux afin de réunir les fonds requis ont exacerbé de graves carences énergétiques. L'électricité ne demeure disponible que quelques heures par jour.

Le mécanisme onusien de reconstruction de Gaza (UN Gaza Reconstruction Mechanism, GRM), à savoir la principale réponse à la situation donnée par la communauté internationale, comporte un vice fondamental qui conduit à aggraver les souffrances des Palestiniens de Gaza. Le GRM transforme la communauté internationale, et l'ONU en particulier, en soutien du siège israélien et rend l'aide aux Palestiniens dépendante de l'approbation israélienne.

Comme on estime que près de 71% de l'aide attribuée par les donateurs internationaux profite à l'économie israélienne, cela revient à accorder une récompense à Israël pour le massacre des Palestiniens. Beaucoup des compagnies chargées des fournitures nécessaires à la reconstruction participent illégalement au crime de pillage des ressources naturelles palestiniennes et/ou à la construction de colonies illégales.

Beaucoup de gouvernements occidentaux cherchent à empêcher les Palestiniens de déposer plainte contre Israël auprès de la Cour pénale internationale (CPI). En juillet dernier, les États-Unis votèrent contre l'établissement d'une Commission d'enquête de l'ONU sur Gaza et plusieurs membres de l'Union européenne, dont la France, l'Allemagne et le Royaume Uni, s'abstinrent de voter pour.

Les États-Unis et l'Allemagne semblent prêts à continuer leur vaste soutien militaire à Israël, tandis que l'Union européenne a maintenu son Accord d'association avec Israël, accordant ainsi à Israël accès aux marchés et programmes de l'Union européenne, et que le gouvernement canadien a même signé un paquet de nouveaux accords avec Israël. Même ceux des pays du Sud qui parlent de façon plus claire d'apporter leur soutien aux droits du peuple palestinien à l'autodétermination ont manqué de transformer leur posture symbolique en cessation pure et simple de leurs liens militaires et de leurs accords commerciaux préférentiels avec Israël.

Étant donné la catastrophe humanitaire à laquelle Gaza doit faire face et les menaces israéliennes de commettre de plus grandes atrocités encore, nous appelons les gouvernements et les institutions internationales à agir immédiatement pour :

- Garantir qu'Israël devra rendre compte de ses crimes de guerre contre les Palestiniens à Gaza, y compris en soutenant les Palestiniens dans leurs efforts pour obtenir justice auprès de la CPI.
- Mettre fin à tout soutien direct aux crimes de guerre israéliens, y compris en imposant un embargo militaire complet et en suspendant les accords de libre commerce et autres accords bilatéraux avec Israël jusqu'à ce pays respecte le droit international, dont la levée du siège de Gaza.
- Fournir immédiatement une protection internationale aux civils de Gaza, y compris en fournissant un soutien financier et matériel afin d'aider les Palestiniens à affronter les terribles épreuves qu'ils continuent

à vivre.

Nous remercions chaleureusement les innombrables personnes de conscience et les organisations régies par des principes qui, partout dans le monde, se montrent solidaires avec notre lutte pour la liberté, la justice et l'égalité, et nous appelons la société civile, y compris les syndicats, les ONG, les réseaux de base, les partis politiques et les parlementaires à :

- rejoindre et bâtir le mouvement Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) conduit par les Palestiniens en tant qu'instrument clef pour garantir qu'Israël devra répondre de ses violations du droit international à Gaza comme partout contre des Palestiniens, y compris en faisant pression sur les universités, les banques et les fonds de pension afin qu'ils se retirent des compagnies qui profitent de l'occupation et des crimes de guerre d'Israël ;

- faire pression sur les gouvernements pour qu'ils imposent des embargos militaires et des sanctions commerciales ;

- mener campagne contre les compagnies criminelles, telles que la compagnie militaire Elbit Systems, la firme de sécurité G4S et le fournisseur militaire clef d'Israël HP, qui permettent aux Israéliens de violer le droit international.

Signatures :

Palestinian BDS National Committee

Palestinian General Federation of Trade Unions (PGFTU)

Palestinian NGO Network (PNGO)

University Teachers' Society in Palestine

Palestinian Medical Relief Society

Palestinian Association for Development and Reconstruction (PADR)

Medical Democratic Assembly

Palestinian Student Campaign for the Academic Boycott of Israel (PSCABI)

Medical Initiative Assembly

Arab Center for Agricultural Development (ACAD)

Union of Health Work Committees

One Democratic State group

Herak Youth Center

Badr Campaign for Boycott of Israeli Goods

Source : bdsmovement.net, 15 Mai 2015, fr. BDS Suisse

